



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

Conseil de sécurité

Briefing: Investing in the Transformative Power of Intergenerational Leadership on Women, Peace and Security

New York, le 3 décembre 2024

Déclaration lue par Pascale Baeriswyl
Représentante permanente de la Suisse

Merci, Madame la Présidente.

Permettez-moi, comme mes collègues, de remercier la représentante permanente du Royaume-Uni et son équipe du travail remarquable accompli en novembre. Puis, je voudrais vous féliciter d'avoir repris le volant pour ce mois de décembre. Nous aurons vu trois présidences dirigées par des femmes leaders de suite. Nous espérons ainsi contribuer au débat d'aujourd'hui en inspirant beaucoup de jeunes femmes à prendre davantage de responsabilités, partout dans le monde et à tous les niveaux.

Merci aussi de nous donner une dernière occasion de réfléchir à notre contribution sur le sujet tout au long des deux dernières années. Je profite également de cette occasion pour remercier les intervenantes, la Secrétaire générale adjointe DiCarlo et Madame Ali, de leurs remarques précieuses.

Vous nous posez trois questions. Permettez-moi d'y répondre et de tirer des conclusions pour l'avenir :

Tout d'abord, comment le Conseil peut-il promouvoir un partenariat intergénérationnel pour promouvoir la paix ?

Comme co-présidentes du groupe informel d'experts, nous avons organisé 16 rencontres – 8 cette année avec nos partenaires de la Sierra Leone. Ces réunions visent à mettre en avant la thématique du genre lors de moments cruciaux, comme le renouvellement d'un mandat d'une mission de paix ou dans des situations d'urgence. Il est important de renforcer l'expertise du Conseil avant ses prises de décisions, comme ce fut le cas lors des réunions sur la Somalie, la Libye ou dans le contexte de la violence sexuelle liée au conflit.

Pour renforcer l'expertise et la légitimité du Conseil, il est primordial d'interagir avec les femmes sur le terrain. Nous avons ainsi essayé de promouvoir ceci par un voyage des membres du groupe d'experts au Soudan du Sud et pendant le voyage du Conseil cette année en Colombie.

Puis, nous avons – pendant nos présidences – invité 20 représentantes de la société civile, âgées de 27 à 81 ans. Il s'agissait d'ajouter l'expertise de celles qui – sur place – contribuent à la transformation vers la paix. Parmi les plus jeunes intervenantes se trouvaient Sarah Kyabu Ntambwe de la RDC et Hanna Eltigani du Soudan. Elles ont souligné le besoin urgent de visibilité, de soutien financier, d'accès à la prise de décision, de confiance et de ressources pour le dialogue intergénérationnel.

En résumé, ce Conseil doit :

- a. comprendre les situations dont il traite sous l'aspect femmes, paix et sécurité
- b. renforcer son expertise en voyageant sur place et
- c. écouter les actrices du changement en les invitant ici.

Bien entendu, tout ceci pour prendre des décisions et pour les améliorer.

Deuxième question, quel rôle pour nous, les Etats membres ?

En mars, nous avons organisé une réunion informelle du Conseil pour comprendre les liens entre le cadre normatif de la CEDEF et celui des résolutions 1325 et suivantes. Le Conseil s'est doté d'un cadre normatif solide avec une dizaine de résolutions – il s'agit maintenant de les mettre en œuvre avec vigueur et de tenir responsables ceux qui violent le droit international. Ceci est particulièrement urgent dans des contextes comme l'Afghanistan, la plus grande crise mondiale pour les droits des femmes. Les femmes dans toutes les situations d'urgence doivent pouvoir compter sur notre attention et notre soutien.

En juillet, nous avons invité des réseaux de médiatrices à une retraite pour informer le débat annuel d'octobre. Ces réseaux de jeunes femmes médiatrices constituent des espaces d'apprentissage intergénérationnels et sont donc un outil essentiel pour l'inclusion des femmes. Les réseaux se nourrissent d'expertise technique et de perspectives diverses. Le mentorat et le partage d'expériences se trouvent également au cœur du livre "*Letters to a young mediator*" publié par la Suisse. Il crée des liens à travers la littérature.

Le Secrétaire général a de son côté – lors du débat d'octobre - lancé un appel à faire des *pledges* pour augmenter le nombre de femmes dans les processus de paix à tous les niveaux. Suivons son appel !

En résumé, il s'agit donc

- a. d'utiliser les instruments normatifs à notre disposition,
- b. et de nous engager à avoir recours à plus de médiatrices et de contributions féminines en vue du 25^e anniversaire de la résolution.

C'est un effort tant au niveau des pays membres qu'un effort personnel – que ce soit via des initiatives féminines comme les *FabFive* au Conseil – ou que ce soit via des initiatives masculines comme le « *barber shop* » ou encore par des initiatives communes comme les *International Gender Champions*.

Puis, finalement, quel rôle pour l'ONU elle-même ?

Si nous avons bien fait notre travail concernant les points qui précèdent, le rôle de l'ONU en bénéficiera. Il y aura donc des références au genre dans les résolutions de ce Conseil, comme par exemple dans les résolutions sur la Colombie, le Soudan, Haïti, la Libye, la Somalie, l'Afghanistan ou dans la résolution proposée par la Suisse pour la protection du personnel humanitaire et onusien. Il faut les mettre en œuvre vigoureusement, par exemple via un *reporting* qui prendra systématiquement en compte la dimension du genre, par des *Gender Advisors* dans les opérations de paix et par une présence onusienne qui pourra assurer la sécurité de ces femmes.

Au final, le pouvoir transformationnel – et il y a un potentiel énorme en vue des 25 ans de cet agenda – repose dans la combinaison de tous les niveaux : l'ONU, le Conseil, les Etats membres et nous-mêmes.

Ainsi, quand le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine nous a rendu visite en octobre, nous avons mené un dialogue conjoint entre les jeunes ambassadrices de la paix de l'Union africaine et les ambassadrices des deux Conseil de Sécurité, celui de l'ONU et celui de l'Union africaine. A la question "*What do you need from us to carry on the torch?*" la jeune Ambassadrice de la paix, Mpule Kgetsis de African Youth Ambassadors for Peace Southern African Region, a répondu:

“We would like our leadership to hear us more. And in order for that to happen, we need to be where important conversations are happening. At the same time, we need you guys by our side so that when we are getting to the opportunity where we are taking up the mantle, we know what to do.”

La Suisse continuera de s’engager pour que ces jeunes *leaders* soient entendues et incluses dans nos efforts. Nous restons à disposition pour offrir notre expertise et nous souhaitons énergie et courage à nos successeurs pour ce travail important !

Je vous remercie.

Unofficial translation

Thank you, Madam President.

Like my colleagues, I would like to thank the Permanent Representative of the United Kingdom and her team for their excellent work in November. I would also like to congratulate you on taking the helm again in December. We will have had three Presidencies led by women. In this way, we hope to contribute to today's debate by inspiring many young women to take on more responsibility around the world and at all levels.

Thank you also for giving us one last opportunity to reflect on our contribution to this issue over the past two years. I would also like to take this opportunity to thank the speakers, Under-Secretary-General Dicarlo and Ms. Ali, for their valuable comments.

You've asked us three questions. Let me answer them and draw some conclusions for the future:

First, how can the Council promote an intergenerational partnership for peace?

As co-chairs of the Informal Expert Group, we have organised 16 meetings - eight this year with our partners in Sierra Leone. The aim of these meetings is to bring gender issues to the fore at key moments, such as the renewal of the mandate of a peace mission or in emergency situations. It is important to strengthen the expertise of the Council before it takes decisions, as was the case in the meetings on Somalia, Libya or in the context of conflict-related sexual violence.

To strengthen the expertise and legitimacy of the Council, it is essential to interact with women on the ground. We have tried to promote this through a trip by members of the expert group to South Sudan and during this year's Council trip to Colombia.

Then, during our Presidency, we invited 20 civil society representatives, aged between 27 and 81. The aim was to add the expertise of those on the ground contributing to the transition to peace. Among the youngest speakers were Sarah Kyabu Ntambwe from the Democratic Republic of Congo and Hanna Eltigani from Sudan. They stressed the urgent need for visibility, financial support, access to decision-making, trust and resources for intergenerational dialogue.

In summary, this Council must

- a. understand the situations it is dealing with in terms of women, peace and security
- b. strengthen its expertise by travelling to the field; and
- c. listen to the agents of change by inviting them here.

All this, of course, to make decisions and improve them.

Second question, what role can we, the Member States, play?

In March, we organised an informal meeting of the Council to understand the links between the normative framework of CEDAW and that of resolutions 1325 and beyond. The Council has a solid normative framework with about ten resolutions - now it's a matter of implementing them vigorously and holding accountable those who violate international law. This is particularly urgent in contexts such as

Afghanistan, the world's biggest women's rights crisis. Women in all emergencies must be able to count on our attention and support.

In July, we invited networks of women mediators to a retreat to inform our annual October debate. These networks of young women mediators are intergenerational learning spaces and therefore an essential tool for women's inclusion. The networks draw on technical expertise and diverse perspectives. Mentoring and sharing experiences are also at the heart of the book "Letters to a young mediator" published by Switzerland. It creates links through literature.

For his part, during the October debate, the Secretary-General called for pledges to increase the number of women in peace processes at all levels. Let's respond to his call!

In conclusion, we must

- a. use the normative instruments at our disposal
- b. and, in the run-up to the 25th anniversary of the resolution, commit ourselves to increasing the number of women mediators and contributors.

It's an effort both at the level of member states and at the level of individuals - whether through women's initiatives such as the FabFive at the Council, or through men's initiatives such as the Barber Shop, or even through joint initiatives such as the International Gender Champions.

And finally, what role can the UN itself play?

If we've done our homework on the above points, the UN's role will benefit. There will be references to gender in this Council resolutions, such as those on Colombia, Sudan, Haiti, Libya, Somalia and Afghanistan, or the resolution proposed by Switzerland on the protection of humanitarian and UN personnel. They must be vigorously implemented, for example through reporting that systematically takes into account the gender dimension, through gender advisors in peace operations, and through a UN presence that can ensure the safety of these women.

Ultimately, the transformative power - and there is enormous potential as we approach the 25th anniversary of this agenda - lies in the combination of all levels: the UN, the Council, Member States and ourselves.

That is why, when the Peace and Security Council of the African Union visited us in October, we facilitated a joint dialogue between the young peace ambassadors of the African Union and the ambassadors of the two Security Councils, the UN and the African Union. In response to the question, "What do you need from us to carry on the torch?" Mpule Kgetsi of the African Youth Ambassadors for Peace Southern African Region replied:

"We would like our leadership to hear us more. And in order for that to happen, we need to be where important conversations are happening. At the same time, we need you guys by our side so that when we are getting to the opportunity where we are taking up the mantle, we know what to do."

Switzerland will continue to work to ensure that these young leaders are heard and included in our efforts. We remain available to offer our expertise and wish our successors energy and courage for this important work!

Thank you.